



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2020-97 - Séance du 17 septembre 2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	28	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 17 septembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 11 septembre 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 11 septembre 2020.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Pouvoir de : DURIX Olivier pour CORDEAU Damien

Secrétaire de séance : François-Xavier CHAZOTTES

N° DLM 2020-97 – CONVENTION FINANCIERE DE REPRISE DE COMPTE EPARGNE TEMPS

Madame Valérie DALMAS, conseillère municipale rapporte :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Considérant la possibilité de portabilité d'un compte épargne temps

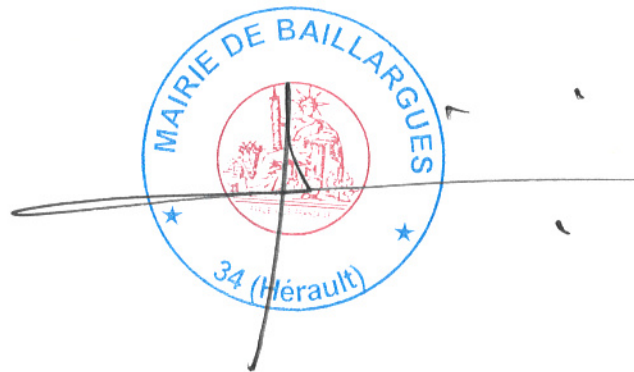
A l'occasion d'un recrutement, de la mutation ou du détachement d'un agent, ce dernier peut se voir créditer d'un certain nombre de jours acquis au titre de son compte épargne temps.

Pour que les jours acquis dans la collectivité d'origine soient pris en charge par la collectivité d'accueil, une convention financière, à titre de dédommagement, doit être établie entre les deux collectivités.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Valérie DALMAS et après en avoir délibéré à l'unanimité **AUTORISE** le maire à signer toutes conventions financières de reprise de compte épargne temps.

Pour extrait conforme,
Le 21 septembre 2020,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr